

Si oui : - date de conformité de l'installation (CJA) : ____/____/____

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : oui non

POUR LES PERSONNES MORALES

Nombre d'associés - exploitants : |__|_|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	Civilité	N° SIRET	N° PACAGE	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire de la DJA			Si installé depuis moins de 5 ans DJA
							Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	% de parts dans la société	
				__/__/__ -	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
				__/__/__ -	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__
				__/__/__ -	<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> cotisant solidaire <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation	__/__/__	<input type="checkbox"/>		__/__/__

A REMPLIR SEULEMENT POUR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS :

Etes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (Ordonnance du 23 juillet 2015) ? oui non

➤ Si oui, joindre le formulaire d'engagement sur la commande publique

2- CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Si non, veuillez préciser :

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |__|_|_|_|_| Commune : _____

a. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

- Zone sous contrat Eau qualité des Agences de l'Eau (cf. annexe 2 de l'Appel à Projets / candidatures)

oui non

- Si oui, indiquez le nom : _____

- Est-ce un territoire Re-Sources ?

oui non

- Si oui, indiquez le nom : _____

b. Atelier(s) sur l'exploitation :

Elevage :

- Palmipèdes gras
- Volailles de chair
- Bovins lait
- Bovins viande
- Caprin viande
- Caprin laits
- Ovin viande
- Ovin lait
- Autres (précisez) : _____

- Equin/Asin
- Porcin
- Veaux de boucherie
- Hélicicole
- Gibier d'élevage (hors avicole)

Végétal :

- Viticulture
- Grandes cultures
- Horticulture et pépinières

- Horticulture et pépinières
- Arboriculture
- Maraîchage

- Prairies
 Autres (précisez) : _____

3 - IDENTIFICATION DU PROJET

Précisions de l'adresse du projet (travaux/investissements) :

Identique à la localisation du demandeur

S'il s'agit d'un matériel mobile, indiquez le siège d'exploitation.

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |__|__|__|__|__| Commune : _____

- S'il s'agit, entre autre, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ?

oui non
 oui non

➤ Si non, avez-vous l'accord du propriétaire (à fournir le cas échéant)?

- Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |__|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_| au |__|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_|

DESCRIPTION DETAILLEE ET INTERET DU PROJET (ou rédigez une note explicative à joindre à la demande)

FILIERE(S) D'INVESTISSEMENTS CONCERNEE(S) PAR VOTRE PROJET

- Viticulture
 Grandes cultures
 Arboriculture
 Horticulture et pépinières
 Maraîchage
 Prairies
 Autres : _____

CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS CONCERNEES PAR VOTRE PROJET :

- les infrastructures des traitements des effluents de pesticides
- la réduction des pollutions par les produits phytosanitaires
- la réduction des pollutions par les fertilisants
- la réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Périodicité de l'aide :

L'exploitation a déjà bénéficié d'une aide au titre du Pan Végétal Environnement depuis le 01/01/2017 :

oui non
 oui non

➤ Si oui, la demande de solde de l'aide de ce dossier a-t-elle été déposée auprès de la DDT(M) :

4- INDICATEURS NATIONAUX : A REMPLIR OBLIGATOIREMENT

1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?

oui avec DJA oui sans DJA non

2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?

oui non

3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

- oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
 non

4. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou 3 (HVE) ?

- oui, niveau 2 / Précisez : _____
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
 non

5. L'exploitation produit-elle sous SIQO ?

- oui, label rouge / Production : _____
 oui, IGP/ Production : _____
 oui, AOP / Production : _____
 oui, autre/ Production : _____
 non, aucune production sous SIQO

6. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

- oui, en cours de contractualisation
 oui, exploitation engagée
 non

7. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. annexe 1 du présent formulaire) ?

8. Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

- SAU : _____ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : soumise au RSD
 soumise déclaration ICPE
 soumise enregistrement ICPE
 soumise autorisation ICPE

9. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. annexe 2 du présent formulaire) ?

10. Votre projet permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?

- oui
 non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?

0.5 1 1.5 2 plus de 2

5 – CRITERES DE SELECTION¹

Critères de sélection	Conditions au dépôt de la demande d'aide	Justification	Justificatif joint	Nombre points	Réservé DDT(M)
Exploitation engagée en agriculture biologique ou en conversion	Projet porté par une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'atelier sur lequel porte plus de 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés.	Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion sur l'atelier concerné	<input type="checkbox"/> oui	1400	<input type="checkbox"/> oui
Exploiter au moins une parcelle sur un Contrat eau qualité des agences de l'eau	Exploiter au moins une parcelle sur un Contrat eau qualité des Agences de l'Eau (cf. carte annexée à l'Appel à Projets / candidatures)	RPG/cartographie	<input type="checkbox"/> oui	800	<input type="checkbox"/> oui
Investissements dans du matériel identifié comme 'eau'	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée concerne du matériel 'eau' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	800	<input type="checkbox"/> oui
Investissements dans du matériel identifié comme 'phyto priorité 1'	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée concerne du matériel 'phyto priorité 1' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	800	<input type="checkbox"/> oui
Engagement dans une démarche environnementale : <u>au choix</u>	1- Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 ou niveau 3 sur l'ensemble des ateliers de son exploitation (ou au moment de la demande de solde) 2- Projet soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide, sous réserve que le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés qui s'inscrivent dans le cadre du GIEE 3- Projet porté par une exploitation reconnue comme ferme des 30 000 ou ferme DEPHY (plan écophyto) 4- Projet porté par une exploitation engagée dans le programme Re-Sources	1- Certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 2- arrêté préfectoral de création du GIEE/adhésion 3- Etre répertorié sur la liste fournie par la DRAAF recensant les fermes DEPHY et les fermes des 30 000 (suite aux appels à projets spécifiques) 4- Attestation Re-Sources signée par la structure porteuse du programme Re-Sources sur le territoire concerné (cf. annexe 2)	<input type="checkbox"/> oui	400	<input type="checkbox"/>
Réalisation d'un diagnostic d'exploitation	Diagnostic d'exploitation (la durée de validité d'un diagnostic est fixée à 3 ans sous condition que l'exploitation n'ait pas fait l'objet de modifications notoires : nouvel atelier, augmentation significative de la SAU, etc.)	Diagnostic réalisé par une structure compétente en agro-environnement et répondant au moins aux exigences présentées en annexe 3 de l'Appel à Projets / candidatures. ²	<input type="checkbox"/> oui	200	<input type="checkbox"/>
Investissements dans du matériel identifié comme 'phyto priorité 2'	Au moins 50% de la dépense éligible retenue plafonnée concerne du matériel 'phyto priorité 2' (cf. liste matériels jointe à l'Appel à Projets / candidatures)	Devis explicite	<input type="checkbox"/> oui	100	<input type="checkbox"/> oui
Jeune agriculteur ou nouvel installé	Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI)	attestation MSA comportant la 1 ^è date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation OU avis favorable de la CDOA	<input type="checkbox"/> oui	40	<input type="checkbox"/> oui
Être engagé dans une MAEC	Être engagé dans une MAEC	Dernière déclaration PAC	<input type="checkbox"/> oui	40	<input type="checkbox"/> oui
Périodicité de l'aide	Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan végétal environnement » depuis le 1er janvier 2017			10	<input type="checkbox"/> oui

NON CUMULABLES

Les critères de sélection surlignés en orange sont non cumulables.

Ex : impossible de cumuler zonages des agences de l'eau et du matériel phyto P2

¹ Sous réserve de la validation de la grille de sélection par le comité de suivi consulté du 22 février au 6 mars 2017

² A titre dérogatoire, pour des dépôts de dossiers antérieurs au 1^{er} Mai 2017, les diagnostics réalisés conformément à la trame de diagnostic de l'accord cadre Viti-Vinicole du Cognac pourront bénéficier des points correspondants

6 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

1. LES DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez numéroter chaque devis par type d'investissements (01 à 99).

Veillez renseigner les dépenses matérielles et les dépenses immatérielles.

Vérification du coût raisonnable des dépenses :

- plusieurs devis pour un même type de dépense (matériel, maçonnerie, etc.): les devis devront reprendre explicitement les formulations présentes dans la liste de matériels éligibles jointe à l'Appel à Projets / Candidatures

- . 1 devis pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT
- . 2 devis pour les dépenses comprises entre 2 000€ HT et 90 000€ HT *
- . 3 devis pour les dépenses supérieures à 90 000€ HT *

Dans ce cas, veuillez spécifier le devis retenu pour la demande de subvention parmi les 2 ou 3 devis présentés.

*** Si la dépense prévue est présente dans un référentiel existant, un seul devis vous est demandé pour une dépense entre 2 000 € HT et 90 000 € HT, et 2 devis pour une dépense supérieure à 90 000 € HT. Pour savoir si votre dépense prévue est présente dans un référentiel, veuillez contacter votre DDT(M) ou votre référent PCAE.**

	Nom de l'investissement	Devis choisi par le bénéficiaire			Devis non retenus par le bénéficiaire (coût raisonnable)						Référentiel national	Cadre réservé à l'administration	
		N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis	N°DEVIS	Montant devis (HT)	Fournisseur devis			
Infrastructures des traitements des effluents de pesticides												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
Réduction des pollutions par les pesticides												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
Réduction des pollutions par les fertilisants												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
Réduction de la pression des prélèvements sur la ressource en eau												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	
												<input type="checkbox"/>	

Montant total (HT) du projet : _____ €

7 - LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pour tous les bénéficiaires		Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
Exemplaire original de la demande daté, complété et signé		<input type="checkbox"/>		
RIB comportant IBAN		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs de dépenses matérielles et immatérielles : devis détaillés <u>en quantité et en prix</u> par type de dépenses. Vérification du coût raisonnable de la dépense : - fournir 1, 2 ou 3 devis et spécifier le devis retenu Le devis devra permettre d'identifier clairement le matériel en rapport avec la liste d'investissements éligibles jointe à l'Appel à Projets / candidatures.		<input type="checkbox"/>		
Exploitation ne possédant pas de n° de SIRET	Copie de la carte d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires, le cas échéant				
Attestation d'affiliation à la MSA Attestation MSA précisant la régularité du règlement des cotisations sociales (pour les sociétés, cotisations de la société) et précisant le statut d'exploitant agricole. Pour les NI sans DJA : attestation MSA comportant la première date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation. <i>Dans le cas des jeunes qui s'installent sans terre agricole, l'attestation MSA est à fournir au plus tard au moment de l'engagement juridique de l'aide.</i>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux (<i>le récépissé de dépôt de permis de construire n'est pas suffisant</i>).		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux (aire de lavage et de remplissage des pulvérisateurs)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etablissement public	Formulaire d'engagement sur la commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porteur de projet non propriétaire des terrains (aire de lavage et de remplissage des pulvérisateurs)	Autorisation du/des propriétaire(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Forme sociétaire	K-bis à jour (durée de validité = 3 mois)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Extrait des statuts (pages indiquant les associés, leur qualité, la répartition des parts sociales)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Association, fondation, GIEE, établissements	Exemplaire des statuts à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé de déclaration d'association en préfecture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires en lien avec les critères de sélection				
Diagnostic environnemental	Diagnostic environnemental qui devra comprendre à minima les éléments précisés en annexe 3 de l'Appel à Projets / candidatures. <i>A titre dérogatoire, pour des dépôts de dossiers antérieurs au 1^{er} Mai 2017, les diagnostics réalisés conformément à la trame de diagnostic de l'accord cadre Viti-Vinicole du Cognac pourront bénéficier des points correspondants</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement dans la démarche Re-Sources	Attestation Re-Sources signée par la structure porteuse du programme Re-Sources localement (<i>cf. annexe 2 du présent formulaire</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet inscrit dans le cadre d'un GIEE	arrêté préfectoral de création du GIEE/adhésion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
NI	attestation MSA comportant la 1 ^{ère} date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation OU avis favorable de la CDOA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet engagé dans une démarche de certification environnementale niveau 2 ou niveau 3 (HVE)	- Certification AREA : engagement dans la certification AREA OU attestation de certification AREA si l'exploitation est déjà certifiée AREA ET/OU - Autres certification niveau 2 ou 3 : copie du certificat correspondant à une démarche environnementale reconnue de niveau 2 ou de niveau 3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation engagée en agriculture biologique ou en conversion	Copie de la licence ou du certificat en vigueur visant l'engagement du producteur de produire sous mode AB ou conversion au moins sur l'atelier concerné par l'investissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitation engagée dans une MAEC	Demande d'engagement lors de la dernière déclaration PAC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au guichet unique, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides « Plan Végétal Environnement ».

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques. Si c'est le cas, en informer les services instructeurs.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissements.
- Que l'opération (projet) n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier auprès de la DDT/M (devis signé, bon de commande, facture émise ou payée).
- Respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma (notre) demande (au moins 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale).
- Avoir pris connaissance de la notice relative à l'opération et notamment aux points de contrôle, règles de versement des aides et sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales. Pour des personnes morales, la société ou l'ensemble des associés exploitants doivent être à jour.
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères d'éligibilité et de sélection de mon (notre) projet.

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM du début d'exécution effectif de l'opération.
- Informer la DDT/DDTM de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de 5 années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A rester propriétaire de l'investissement pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à l'exploitation aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant 10 ans.
- Respecter les obligations européennes en matière de publicité.
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.
- Respecter les critères de sélection valant engagement et ayant permis à mon (notre) projet d'être sélectionné.
- Pour les JA en cours d'installation au moment de la demande de subvention, à fournir le Certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA) au moment de la première demande de paiement.
- Pour les nouveaux installés qui s'installent sans terre agricole au dépôt du dossier (installation progressive), à fournir l'attestation MSA au plus tard au moment de l'engagement juridique de l'aide.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (nos noms) ou ma (notre) raison sociale, ma (notre) commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie (nous bénéficions) d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me (nous) concernant.

Fait à _____ le _____

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION : SIGNATURE DU SERVICE INSTRUCTEUR VALIDANT L'INSTRUCTION

Fait à : _____ le _____

Nom, prénom et signature du représentant :

ANNEXE 1 – LISTE DES ORIENTATIONS TECHNICO-ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (OTEX)

Le choix du rattachement de l'exploitation à un OTEX est faite sur la base du chiffre d'affaires (C.A) de la ou des production(s) concernée(s) qui dépasse 2/3 du total du C.A. de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).

Libellé	Code
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Riz	1320
Légumes frais de plein champ	1430
Tabac	1441
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	1660
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Viticulture d'appellation	37
Autre viticulture	38
Arboriculture	39-1
Oléiculture	39-2
Autres fruits en cultures pérennes	39-3
Polyculture	60
Bovins lait	41
Bovins viande naisseur	42-1
Bovins viande engraisseur	42-2
Veaux de boucherie	42-4
Bovins lait et viande	43
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4410-2
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)	45
Truies reproductrices	5011
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021
Poulets de chair	50-2
Palmipèdes foie gras	50-3
Autres palmipèdes	50-4
Autres volailles	50-5
Lapins	50-6
Abeilles	8231
Autres animaux	46
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Polyélevage orientation granivore	72
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Exploitations non classées	90

ANNEXE 2 : ATTESTATION RE-SOURCES (A SIGNER PAR LE PORTEUR DU PROGRAMME RE-SOURCES)



Logo du porteur du programme Re-Sources

ATTESTATION D'ENGAGEMENT DANS LA DEMARCHE RE-SOURCES
Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles (PCEA)
Région Nouvelle-Aquitaine
Opération Plan Végétal Environnement

Je soussigné exerçant la fonction de au sein de la structure porteuse du programme Re-Sources pour le bassin d'alimentation de captage de

atteste que Mme, M. agriculteur (rice) représentant la société

est engagé dans la démarche Re-Sources via les actions suivantes :

accompagnement technique individuel permettant la réalisation du projet d'exploitation suivant :

.....
.....
.....

journée collective (formation, journée technique, campagne d'analyse, etc.)

Nombre et type :

.....
.....

expérimentations et actions spécifiques (ex : réseau de reliquats). Précisions :

.....
.....

Fait à

le

Signature et cachet



Formulaire



REGION NOUVELLE-AQUITAINE